

N° 5724

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

portant modification du règlement grand-ducal du 25 novembre 2005, tel que modifié par le règlement grand-ducal du 21 novembre 2006, concernant la participation du Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EUBAM) à Rafah

* * *

(Dépôt: le 2.5.2007)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (30.4.2007)	1
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	3
4) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration (23.4.2007)....	4

*

DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(30.4.2007)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Je joins en annexe le texte du projet ainsi que l'exposé des motifs.

Monsieur le Ministre aimerait également vous demander de bien vouloir réserver un rang de priorité au présent projet, étant donné que le règlement grand-ducal devra entrer en vigueur le 24 mai 2007.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement,*

Octavie MODERT

*

EXPOSE DES MOTIFS

ORIGINES DE LA MISSION

Depuis la destruction de l'aéroport international de Gaza en février 2001, Rafah a été le seul point de passage permettant de quitter Gaza sans passer par Israël. Les troupes israéliennes ont cependant régulièrement fermé le terminal de Rafah pour des raisons de sécurité. Ces fermetures ne sont pas restées sans conséquences sur la population palestinienne.

A côté des aspects proprement humanitaires, les fermetures ont peu à peu asphyxié l'économie de la région qui est censée devenir le débouché maritime du futur Etat palestinien.

Suite au retrait israélien de la bande de Gaza, au mois de septembre 2005, le souci de la communauté internationale s'est donc porté sur les moyens à mettre en oeuvre pour rétablir l'économie de la bande de Gaza. D'où l'importance attachée par le Quartet (Etats-Unis, ONU, Russie, Union européenne) à l'ouverture d'accès internationaux, et en premier lieu du terminal de Rafah.

Saisie d'une demande de l'Envoyé spécial du Quartet pour le désengagement israélien de Gaza, l'Union européenne a décidé d'intervenir à partir du 25 novembre 2005 en tant que tierce partie au point de passage de Rafah.

*

OBJECTIFS DE LA MISSION

Le mandat de la mission d'assistance frontalière de l'UE consiste à:

- surveiller activement, de vérifier et d'évaluer l'accomplissement palestinien de la mise en oeuvre de l'accord israélo-palestinien sur le fonctionnement du terminal de Rafah;
- contribuer, par un encadrement, à renforcer les capacités palestiniennes dans tous les aspects de la gestion de la frontière à Rafah;
- contribuer à assurer des liaisons entre les autorités palestiniennes, israéliennes et égyptiennes dans le domaine de la gestion du point de passage de Rafah.

*

EVOLUTION DE LA MISSION

La Mission EU BAM Rafah a été lancée le 25 novembre 2005 suite à la conclusion d'un arrangement trilatéral entre l'UE, le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne.

La présence de l'UE a permis la réouverture du poste-frontière et depuis plus de 394.500 personnes ont pu franchir le passage de Rafah. La Mission a joué un rôle primordial en tant qu'acteur neutre et impartial. La relative liberté de mouvement résultant de l'ouverture du passage a eu des effets positifs sur l'économie palestinienne et a permis d'éviter que la situation humanitaire se détériore davantage.

Cependant, en réaction à l'attaque menée le 25 juin 2006 par des militants palestiniens contre un poste militaire israélien à la frontière israélo-égyptienne au sud-est de Rafah, Israël a décidé le même jour de fermer le point de passage à Rafah.

Depuis lors, le point de passage n'a été ouvert que périodiquement. Si la situation générale sur le terrain s'est détériorée au second semestre de l'année passée et en début de cette année, avec notamment une recrudescence des incidents le long du corridor dit de Philadelphie, des incursions israéliennes dans la Bande de Gaza, et surtout la persistance de sérieuses tensions inter-fractionnelles dans la Bande de Gaza, la sécurité de la Mission n'en a pas été directement affectée.

Depuis la conclusion de l'accord de La Mecque, la situation sécuritaire générale s'est par ailleurs améliorée, permettant notamment au mois de mars l'ouverture du point de passage pendant 14 jours, ce qui représente un total qui ne fut plus atteint depuis le mois de juin 2006.

Au vu de l'importance de ce point de passage pour la population et l'économie palestiniennes, le Secrétariat Général du Conseil (SGC) a recommandé la prolongation de la Mission. Suite à cette recommandation, le Comité politique et de sécurité (COPS) a décidé lors de sa session du 13 février dernier que les contacts du Représentant spécial de l'Union européenne pour le Processus de paix au

Proche-Orient avec les parties en vue d'une prorogation de la Mission devraient être poursuivis. Une équipe du SGC est actuellement en train de finaliser les négociations avec les parties sur les modalités exactes de cette prorogation et le SGC s'attend à ce que le COPS puisse décider formellement lors de sa session du 27 avril de prolonger la Mission jusqu'au 24 mai 2008. La décision au niveau du Conseil Affaires générales et Relations extérieures est prévue pour le 14 mai prochain.

*

DUREE DE LA MISSION

L'action commune 2006/773/PESC du Conseil du 13 novembre 2006 modifiant et prorogeant l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah) expirera le 24 mai 2007.

Suite au consensus politique qui s'est dégagé COPS lors de sa session du 13 février dernier en faveur de la prorogation du mandat de la Mission, les instances compétentes du Conseil sont en train de finaliser une nouvelle Action commune du Conseil modifiant et prorogeant l'Action commune 2005/889/PESC.

La Direction Générale de la Police grand-ducale a donné son accord pour prolonger le mandat du Commissaire actuellement détaché auprès de la Mission jusqu'au 1er juillet prochain.

*

Selon l'article 1 (2) de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (loi OMP), toute participation à une OMP est décidée par le Gouvernement en Conseil après consultation des Commissions compétentes de la Chambre des Députés. Le 23 avril 2007, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration s'est prononcée à l'unanimité en faveur d'une prolongation de la participation luxembourgeoise jusqu'au 1er juillet prochain. Le Conseil de Gouvernement du 27 avril 2007 s'est, quant à lui, également prononcé en faveur d'une prolongation de la participation luxembourgeoise et a avalisé l'avant-projet de règlement grand-ducal y relatif.

Le détachement de personnel luxembourgeois dans le cadre de la Mission prolongée d'assistance frontalière de l'Union européenne (EU BAM) à Rafah devant se faire dans les mêmes conditions que précédemment, il est dès lors proposé de ne modifier que l'article Premier relatif à la durée de la participation luxembourgeoise du règlement grand-ducal du 25 novembre 2005, tel que modifié une première fois par le règlement grand-ducal du 21 novembre 2006.

Jean ASSELBORN

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Conseil du Gouvernement du [...] avril 2007 et après consultation le 23 avril 2007 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. L'article 1er du règlement grand-ducal du 25 novembre 2005, tel qu'il a été modifié le 21 novembre 2006, concernant la participation du Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EU BAM) à Rafah est remplacé par le texte ci-après:

„**Art. 1er.** Le Luxembourg participera à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EU BAM) du 24 mai 2007 au 1er juillet 2007.“

Art. 2. Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

[...], le [...] [...] 2007

*Le Ministre des Affaires étrangères
et de l'Immigration,*
Jean ASSELBORN

HENRI

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE L'IMMIGRATION**

(23.4.2007)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire part que conformément à la loi du 27 juillet 1992 le Gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet de la prolongation de la participation du Luxembourg à une mission d'assistance de l'UE (EUBAM) à Rafah.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé la prolongation en date du 23 avril 2007.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER